AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

4thICAAAE 2013 SEPTEMBER 22-25, Hammamet Tunisia
4th International Conference of the African Association of Agricultural Economists
icaaae.org
aaae-africa.org

MESURES DE POLITIQUE AGRICOLE ET COMPETITIVITE INTERNE DE L'AGRICULTURE AU BENIN

Oloukoï Laurent, Amoussouga Gero Fulbert, Acclassato Dénis and Chabossou F. Augustin

Invited paper presented at the 4th International Conference of the African Association of Agricultural Economists, September 22-25, 2013, Hammamet, Tunisia

Copyright 2013 by [authors]. All rights reserved. Readers may make verbatim copies of this document for non-commercial purposes by any means, provided that this copyright notice appears on all such copies.

136- MESURES DE POLITIQUE AGRICOLE ET COMPETITIVITE INTERNE DE L'AGRICULTURE AU BENIN[1]

Par :

OLOUKOÏ Laurent, AMOUSSOUGA GERO Fulbert, ACCLASSATO Dénis, CHABOSSOU F. Augustin

Centre d'études, de formation et de Recherche en Développement (CEFRED), Faculté des Sciences-Economiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

Email : oloukoi_laurent@yahoo.fr/loloukoi@gmail.com

[1] Les auteurs présentent leurs remerciements à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) au Bénin qui a accepté financer cette recherche.

Résumé

Le présent papier pose la problématique de l'impact des politiques commerciales agricoles sur la compétitivité interne de l'agriculture dans le contexte d'un petit pays (un price taker») qui produit trois catégories de biens agricoles : les exportables, les importables et les non échangeables. Pour atteindre cet objectif, un modèle d'équilibre général à trois biens inspiré de Dornbusch (1974) et Sjaastad (1980) est utilisé. Le modèle calcule un paramètre « *omega* » qui permet de capter l'impact des différentes politiques. Il ressort des résultats premièrement qu'il existe une très forte substitualité dans la demande et dans l'offre des trois catégories de biens agricoles ; deuxièmement que les biens agricoles importables bénéficient plus d'incitations positives comparativement aux biens exportables et non échangeables ; troisièmement que la compétitivité interne du secteur agricole béninois est moins meilleure en situation de libre échange qu'en présence de l'intervention étatique.

Mots clefs: politique agricole, compétitivité, libre échange, modèle d'équilibre général à trois biens.
JEL classification : F13-Q17-Q18-R13

1. Introduction

Le présent papier pose la problématique de l'impact des politiques commerciales agricoles sur la compétitivité interne de l'agriculture dans le contexte d'un petit pays (un price taker») qui produit trois catégories de biens agricoles : les exportables, les importables et les non échangeables. Selon Dorosh et Valdès (1990), les mesures de politiques agricoles notamment les politiques commerciales, en modifiant les prix relatifs de ces types de biens, jouent un rôle très important dans la détermination des revenus agricoles et donc sur la structure des incitations dans le secteur agricole. Si les chercheurs s'accordent pour dire que les politiques commerciales agricoles ont un effet réel sur le secteur agricole, les points de divergences qui alimentent les débats apparaissent sur le sens de cette relation.

Avec les négociations multilatérales du cycle d'Uruguay Round de 1994, certains estiment que la libéralisation en cherchant à réduire les échecs de marché, les distorsions des prix sur les marchés des biens échangeables suscitera une incitation à la production nationale et favoriser l'allocation efficace des ressources. Ainsi, la forte protection des filières agricoles ne contribuent pas toujours à augmenter les productions nationales et à les adapter aux exigences du marché. Selon Schiff et Valdès (1992), les faibles performances de l'agriculture et les problèmes de balance des paiements dans bon nombre de pays en développement sont attribués aux effets pervers de ce système de taxe/subvention. Selon Banque Mondiale (1994), la taxation de l'agriculture a été associée à sa faible croissance et par ricochet à une faible croissance de l'économie dans son ensemble. Le Bénin, du fait de la prépondérance du secteur agricole dans son économie, se trouve aussi face à ces genres de défis. L'agriculture béninoise représente près de 39% du PIB, utilise près de 70% de la population active, procure 80% des recettes d'exportation du pays et participe à hauteur de 15% aux recettes de l'Etat.

Cet article tente de quantifier les *effets directs* des mesures de politiques agricoles (taxes, prix garantis aux producteurs, subventions d'intrant, etc.) et les *effets indirects* des politiques macroéconomiques sur le secteur agricole. La principale question de recherche est donc de savoir dans quelle mesure une forte intervention de l'Etat dans le secteur des biens agricoles importables va constituer une taxation indirecte des exportables et dans quelle mesure la libéralisation va modifier la compétitivité de la production de ces derniers.

Cette étude se propose donc d'analyser l'impact des mesures de politiques agricoles en faveur des biens agricoles non échangeables sur la compétitivité interne des filières agricoles d'exportation au Bénin. Par ailleurs, les relations d'interdépendance qui existent entre les filières d'exportation, les filières d'importation et le secteur des biens non échangeables et la structure des incitations sont examinées. Outre l'introduction et la conclusion, dans une première section, la méthodologie adoptée présentée notamment les données et le modèle d'analyse. La deuxième section est consacrée à l'exposé des résultats

et discussions.

2. Méthodologie

2.1. Les données

2.1.1. Types de données utilisées

Les données brutes utilisées couvrent la période allant de 1980 à 2011 et sont issus des bases de données du ministère béninois de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, du CountryStat-Bénin, de l'INSAE, de la FAO, de SESRIC, et du Penn world table. Les données utilisées sont les indices de prix des secteurs des biens échangeables et non échangeables ; les taux de change réels internes ; le revenu réel ; les investissements publics agricoles mesurés ici en pourcentage de la valeur ajoutée agricole ; et la pluviométrie en millimètre de hauteur de pluie.

2.1.2. Calcul des indices de prix et des taux de change réel internes

Le choix du bien agricole échangeable est fait dans le cadre de la théorie de l'économie dépendante. Les biens échangeables ou secteurs exposés sont au nombre de deux dans le présent papier : les biens d'exportation et les biens d'importation. Sont considérés comme biens échangeables, les biens agricoles dont les exportations ou les importations représentent plus de 10% de leur production. Dans le cas contraire, ces biens sont considérés comme étant des biens non échangeables ou secteur non exposé. Les prix de ces derniers déterminés par l'offre et la demande sur le marché domestique.

Au regard de ce qui précède, nous considérons comme biens échangeables exportables le coton et la noix d'anacarde. Le riz comme le bien échangeable importable. Les biens non échangeables sont le maïs, le palmier à huile, l'ananas, l'igname, le manioc, la tomate et le piment. Les indices de prix d'un groupe de biens sont alors obtenus par une moyenne géométrique des indices de prix des biens appartenant à ce groupe. Le coefficient de pondération étant la part moyenne de chaque bien dans la production totale de ce groupe. Ainsi donc le taux de change réel des biens exportables par rapport aux non échangeables est donné par la formule :

$$TCR_{X.NE} = E \times \frac{P_X}{P_{NE}} \qquad (1)$$

Avec P_X et P_{NE} les indices de prix des exportables et des non échangeables respectivement et E le taux de change nominal à l'incertain.

Le taux de change réel des biens exportables par rapport aux importables est donné par la formule :

$$TCR_{X.M} = E \times \frac{P_X}{P_M} \qquad (2)$$

Où P_M est l'indice des prix des importables.

Le taux de change réel des biens importables par rapport aux non échangeables est donné par la formule :

$$TCR_{M.NE} = E \times \frac{P_M}{P_{NE}} \qquad (3)$$

Où P_{NE} est l'indice des prix des non échangeables.

2.2. Modèle d'analyse

Le modèle d'équilibre général à trois biens est inspiré du modèle de Dornbusch (1974). Ce modèle est complété par Sjaastad (1980). Sur le plan sectoriel notamment dans le secteur agricole, le MEGTBA a trouvé son application dans des travaux divers. Au nombre de ces travaux, on peut citer ceux de Mundlak, Cavallo et Domenech (1990) sur les «effetcs of macroeconomic policies on sectoral prices ; de White et Wignaraja (1992) sur «exchange rates, trade liberalization, and aid: Sri Lankan experience ; de Dorosh et Valdès (1990) sur «effects of exchange rate and trade policies on agriculture in Pakistan ; de Bautista (1987), Oyejide (1986), Tshibaka (1997, 1986), Valdès (1986), etc.

2.2.1. Présentation des hypothèses du modèle

Le MEGTBA s'appuie sur un certain nombre d'hypothèses. Premièrement le modèle suppose que le pays produit trois types de biens. Le présent travail considère également trois types de biens essentiellement des biens agricoles : les biens agricoles non échangeables (les cultures vivrières en particulier), les biens agricoles échangeables d'exportation (le coton, l'anacarde, le palmier à huile, l'ananas, le karité) et les biens agricoles échangeables d'importation (riz). Deuxièmement le pays considéré se livre à deux types d'activités à savoir les activités de consommation et de production de biens d'exportation, de biens d'importation et de biens non échangeables. Troisièmement le pays considéré est un « price taker » pour qui le prix international est une donnée. Quatrièmement les revenus sont égaux aux dépenses. Cinquièmement les biens agricoles échangeables d'exportation sont taxés. Cette forme de taxation pourrait découler des diverses politiques de promotion des autres cultures (non échangeables et importables). Au Bénin, nous supposons à priori que la politique de diversification agricole en faveur des

biens agricoles non échangeables, en taxant les biens agricoles échangeables d'exportation, contribue à baisser la compétitivité de ces derniers. Sixièmement le modèle suppose qu'un droit de douane est perçu sur les biens agricoles échangeables d'importation. Septièmement, le modèle postule que la totalité du montant des taxes est réinjectée dans l'économie par l'Etat notamment sous forme d'investissement public agricole (en recherche, vulgarisation, aménagement de terres, etc.).

2.2.2. Dérivation du modèle

L'équilibre des marchés des biens importables et exportables est assuré par les importations et les exportations respectivement. Le marché des biens non échangeables ne se met en équilibre que lorsque les prix s'ajustent. La dérivation du modèle est très bien détaillée dans Sadoulet et De Janvry (1995).

L'offre S_{NE} du bien non échangeable dépend du prix relatif du bien importables (P_M/P_{NE}), du prix relatif du bien exportable (P_X/P_{NE}), de l'investissement public agricole I_{PUBA}, de la pluviométrie PLUVIO.

La demande D_{NE} du bien non échangeable est fonction quant à elle du prix relatif du bien importable (P_M/P_{NE}), du prix relatif du bien exportable (P_X/P_{NE}) et des revenus réels Y. Mathématiquement, on a :

$$S_{NE} = S_{NE}\left({P_M}/{P_{NE}}, {P_X}/{P_{NE}}, I_{PUBA}, Y\right) \qquad (4)$$

$$D_{NE} = D_{NE}\left({P_M}/{P_{NE}}, {P_X}/{P_{NE}}, Y\right) \qquad (5)$$

A l'équilibre, on aura :

$$S_{NE}\left({P_M}/{P_{NE}}, {P_X}/{P_{NE}}, I_{PUBA}, Y\right) = D_{NE}\left({P_M}/{P_{NE}}, {P_X}/{P_{NE}}, Y\right) \qquad (6)$$

Lorsqu'on procède à la log-linéarisation de la relation d'équilibre, on obtient :

$$E_M(lnP_M - lnP_{NE}) + E_X(lnP_X - lnP_{NE}) + E_\gamma lnY = e_M(lnP_M - lnP_{NE}) + e_X(lnP_X - lnP_{NE}) + e_I lnI_{PUBA} + e_Y lnY \qquad (7)$$

Avec E_M, E_X, E_Y les élasticités de la demande de produits agricoles et e_M, e_X, e_I, e_Y les élasticités de l'offre de produits agricoles. En posant $\gamma_M = E_M - e_M$ et $\gamma_X = E_X - e_X$ et en rajoutant et en retranchant $\gamma_M * lnP_X$, on aboutit à :

$$(\gamma_M + \gamma_X) * (lnP_X - lnP_{NE}) = \gamma_M(lnP_X - lnP_M) - E_Y lnY + e_I lnI_{PUBA} + e_Y lnY \qquad (8)$$

Soit

$$ln\left(\frac{P_X}{P_{NE}}\right) = \frac{\gamma_M}{\gamma_M+\gamma_X} ln\left(\frac{P_X}{P_M}\right) - \frac{E_Y}{\gamma_M+\gamma_X} lnY + \frac{e_I}{\gamma_M+\gamma_X} lnI_{PUBA} + \frac{e_Y}{\gamma_M+\gamma_X} lnY \qquad (9)$$

Cette relation est bel et bien l'équation du taux de change réel interne du secteur agricole qui est aussi une mesure de la rentabilité de la production des biens exportables et où $\gamma_M/(\gamma_M+\gamma_X)=\omega$ est appelé paramètre oméga ($0< \omega<1$). Il capte l'impact de la taxation des biens échangeables et mesure la transmission d'une augmentation des prix des biens importables sur ceux des biens non échangeables. Cette taxation affecte P_X/P_{NE} donc la compétitivité des biens exportables par rapport aux biens non échangeables. Par exemple l'impact d'une politique de diversification en faveur des biens non échangeables va dépendre du degré de substitualité entre les trois catégories de biens. La politique de diversification (subvention des prix des vivriers, augmentation de leurs productions et productivités, hausse des investissements en leur faveur, etc.), en ajustant les prix des biens non échangeables, est une taxe indirecte que l'on applique aux biens d'exportation car les producteurs agricoles, en vue de saisir cette nouvelle opportunité, chercheront à consacrer tous les facteurs de production en leur disposition à la production des biens non échangeables. Ceci provoquera du coup la baisse de la compétitivité des filières d'exportation. A l'opposé, le facteur ($1-\omega$) mesure la transmission d'une augmentation des prix des biens exportables sur ceux des biens non échangeables.

2.2.3. Spécification du modèle

Estimer la compétitivité des filières agricoles d'exportation revient tout simplement à estimer le taux de change réels des exportables. Ceci se fera par l'équation :

$$ln\left(\frac{P_X}{P_{NE}}\right)_t = a + \omega ln\left(\frac{P_X}{P_M}\right)_t + blnY_t + cln(I_{PUBA})_{t-1} + dlnPLUVIO_t + \varepsilon_t \qquad (10)$$

P_X/P_{NE} est le rapport de l'indice des prix des biens d'exportation sur celui des biens non échangeables. P_X/P_M est le rapport de l'indice des prix des biens d'exportation sur celui des biens d'importation. P_M/P_{NE} est le rapport de l'indice des prix des biens d'importation sur celui des biens non échangeables. a est une constante. ω est le paramètre d'incidence défini plus haut et qui par ailleurs révèle le degré de substitualité qu'il y a entre les trois catégories de biens agricoles ; il est positif et inférieur à 1. b est l'élasticité du taux de change réel des biens exportables par rapport au revenu national réel. Son signe dépend de l'élasticité-revenu de la demande de biens non échangeables. Lorsque cette dernière est positive, b est négatif, puisqu'une hausse du revenu entraîne un excès de demande sur le marché des biens non échangeables et exerce une pression à la hausse du prix sur ce marché. D'où une tendance à apprécier le taux de change réel. Par contre si l'élasticité-revenu est négative, le signe de b est positif ; ceci signifie qu'une hausse du revenu réel

entraîne une baisse de la demande en biens non échangeables d'où une dépréciation du taux de change réel. c est l'élasticité du taux de change réel par rapport à l'investissement public agricole réalisé à la période t-i. en augmentant la capacité productive de l'économie et donc la production, l'investissement public tend à améliorer la compétitivité des biens exportables, via la baisse du prix des biens non échangeables. L'investissement public est mesuré ici en pourcentage de la valeur ajoutée agricole. d est l'élasticité du taux de change réel des exportables par rapport à la pluviométrie, mesurée en millimètre ; il est du signe positif. ε est le terme d'erreur classique. De façon empirique, l'estimation de la compétitivité interne du secteur agricole est faite à l'aide d'un modèle ARDL[2].

Par ailleurs, on peut être amené à calculer les taux de change réels en situation de libre échange et en situation où l'Etat pratique une politique d'intervention. Le calcul des écarts[3] entre ces deux taux de change réels permettra de savoir si la politique interventionniste de l'Etat améliore la compétitivité ou non des filières agricoles d'exportation. Si ces écarts sont supérieurs à l'unité, on affirme que la politique interventionniste de l'Etat est positive pour les filières agricoles d'exportation.

3. Résultats et discussions

Les résultats et discussions portent sur le degré de substitualité entre biens agricoles au Bénin et l'analyse de l'évolution de la compétitivité interne du secteur agricole béninois en situation d'une politique agricole interventionniste et de libre-échange. La mesure des compétitivités internes est approximée ici par le calcul des taux de change réels des filières agricoles d'exportation, d'importation et des biens non échangeables. Les taux de change réels sont en effet, selon Edwards (1988) un bon proxy pour l'analyse de la compétitivité d'un secteur ou d'une économie.

3.1. Degré de substitualité entre les biens agricoles exportables, importables et non échangeables

Le degré de substitualité entre les trois catégories de biens agricoles est capté par le paramètre oméga dont l'estimation est faite dans le tableau 1. Pour le secteur agricole béninois, le paramètre oméga est très significativement égal à 0,9 ; ce qui dénote d'une très forte substitualité dans la demande et dans l'offre des trois catégories de biens. Par ailleurs, la forte valeur du paramètre oméga traduit une forte transmission de la variation des prix des biens importables à ceux des biens non échangeables. Ainsi, au Bénin, l'ensemble des mesures de politique mises en œuvre en direction des biens agricoles d'importation (taxes ou quotas à l'importation, subventions à l'importation, autres mesures de limitations des importations, etc.) se transmet plus aux prix des biens agricoles non échangeables, le degré

[2] AutoRégressive Distributed Lag (Pesaran, 1995)
[3] Pour plus de détails voir Sadoulet et De Janvry (1995)

de transmission étant égal à 0,9. Le secteur des biens non échangeables capte plus toutes les mesures favorables (défavorables) prises dans le domaine des importations comparativement au secteur des biens exportables. Par contre, le degré de transmission du prix des exportables au prix des non échangeables est très faible et est égale à 0,1. Si par exemple l'UEMOA adhérait au TEC[4] de la CEDEAO[5] qui de 50%, ceci favorisera la hausse des prix intérieur des biens agricoles d'importation d'environ 50% toute choses égales par ailleurs. Puisque le prix des exportations ne change pas, la hausse du prix des biens d'importation entraînera une baisse du prix relatif des exportables par rapport aux importables. Avec une nouvelle demande qui se manifestera vers les biens non échangeables, leur prix augmentera de à 0,9 que multiplie 50% donc de 45%. Ceci révèle que le TEC réel ne sera pas de 50% mais seulement de 5% toute chose défavorable aux producteurs locaux des biens d'importation. Au même moment le secteur des biens d'exportation relativement au secteur des non échangeables supporte une taxation de 45%. Donc la compétitivité du secteur des biens d'exportation baisse de 45% suite à l'appréciation de son taux de change réel.

Tableau 1 : Estimation du paramètre oméga

Autoregressive Distributed Lag Estimates				
ARDL (0,0,0,0,0) selected based on Schwarz Bayesian Criterion				
Dependent variable is EXPNE				
31 observations used for estimation from 1981 to 2011				
Regressor	**Coefficient**	**Standard Error**	**T-Ratio**	**[Prob]**
EXPIMP	0,94018	0,072329	12,9986	[0,000]
lnY	5,5637	32,3806	0,17182	[0,865]
IPUBA	0,16877	0,50034	0,33731	[0,738]
lnPLUVIO	-1,6607	29,3505	-0,056581	[0,955]
R-Squared 0,90909		R-Bar-Squared 0,89899		
S.E. of Regression 46,2600		F-stat. F(3,27) 89,9959[0,000]		
Mean of Dependent Variable 475,1276		S.D. of Dependent Variable 145,5507		
Residual Sum of Squares 57779,7		Equation Log-likelihood -160,7084		
Akaike Info. Criterion -164,7084		Schwarz BayesianCriterion -167,5764		
DW-statistic 1,9338				

[4] Tarif Extérieur Commun
[5] Communauté Economiques Des Etats de l'Afrique de l'Ouest

3.2. Analyse de l'évolution de la compétitivité interne en cas d'une politique agricole interventionniste

Le tableau 2 ci-dessous présente l'estimation des incitations dans les filières agricoles d'importation et d'exportation au Bénin compte tenu des mesures de politique agricole prises entre 1980 et 2011. En moyenne sur l'ensemble de la période considérée, les filières d'importation bénéficient plus d'incitations positives plus stables (1,20) comparativement aux filières d'exportation (0,46). Cette situation n'est-elle pas à l'origine des faibles performances (baisse production, baisse compétitivité externe de l'agriculture, etc.) notées au niveau des filières agricoles d'exportation ?

Tableau 2 : Estimation des incitations

Statistiques	INC_M	INC_X
Mean	1,206544	0,466391
Median	1,208469	0,455945
Maximum	1,358958	0,748037
Minimum	0,914179	0,203636
Std. Dev.	0,112840	0,178506
Skewness	-1,097236	0,144752
Kurtosis	3,568480	1,582479
Jarque-Bera	6,851832	2,790904
Probability	0,032519	0,247721
Sum	38,60940	14,92452
Sum Sq. Dev.	0,394718	0,987799
Observations	32	32

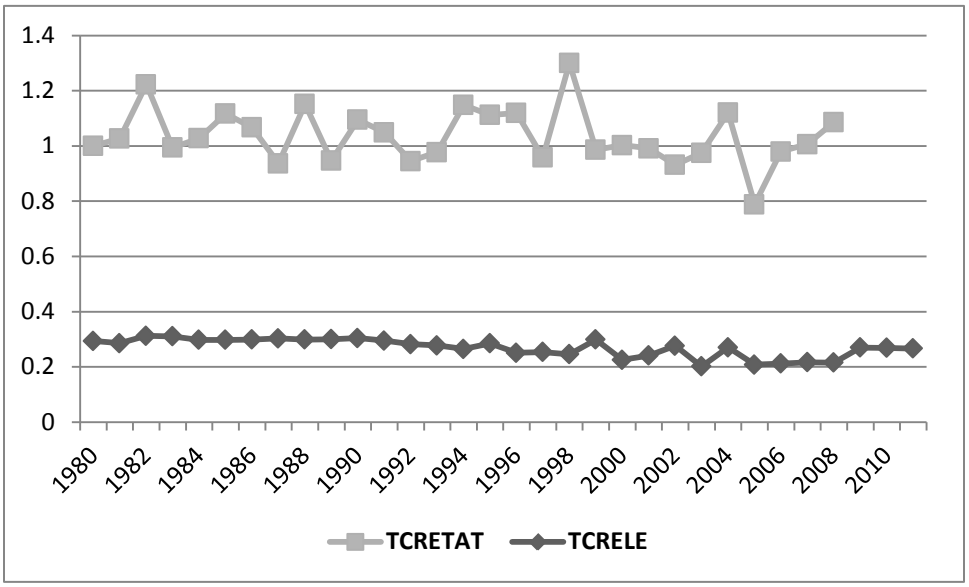
3.3. Analyse de l'évolution de la compétitivité interne dans une situation de libre échange et d'intervention

Les questions que l'on est en droit de se poser sont : quelle politique pratiquée pour que la compétitivité interne du secteur agricole béninois s'améliore ? Faut-il encourager l'intervention de l'Etat dans le secteur ou bien laisser le mécanisme de libre échange jouer ?

L'examen du graphique 1 révèle que la compétitivité interne du secteur agricole béninois serait moins meilleure en situation de libre échange qu'en présence de l'intervention étatique. Ceci démontre une fois encore le rôle crucial que peuvent jouer les politiques agricoles dans l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture au Bénin. Cependant, il va

falloir que ces politiques agricoles soient judicieusement pensées avec des objectifs pertinents, des instruments adéquats avec des règles bien définies et des cibles bien claires. Remarquons aussi que si on laissait le libre-échange jouer, la tendance de la compétitivité serait à la baisse.

Graphique 1 : Evolution de la compétitivité interne du secteur agricole béninois en situation de libre échange (TCRELE) et d'intervention étatique (TCRETAT)



4. Conclusion

L'agriculture béninoise représente près de 39% du PIB, utilise près de 70% de la population active, procure 80% des recettes d'exportation du pays et participe à hauteur de 15% aux recettes de l'Etat. En vue d'assurer sa compétitivité, plusieurs mesures de politiques agricoles sont adoptées. Le présent papier pose la problématique de l'impact d'une catégorie de ces mesures notamment les politiques commerciales agricoles sur la compétitivité interne de l'agriculture au Bénin en supposant qu'on est en présence d'un petit pays qui ne peut pas influencer les prix internationaux et qui produit trois catégories de biens agricoles : les exportables, les importables et les non échangeables.

Il ressort des résultats premièrement qu'il existe une très forte substitualité dans la demande et dans l'offre des trois catégories de biens agricoles ; deuxièmement que les biens agricoles importables bénéficient plus d'incitations positives comparativement aux biens exportables et non échangeables ; troisièmement que la compétitivité interne du secteur agricole béninois est moins meilleure en situation de libre échange qu'en présence de l'intervention étatique.

5. Références bibliographiques

- Diop, N., 2004 : Libéralisation unilatérale et incitation à la production agricole: Analyse à l'aide d'un modèle en équilibre général à trois biens. CERDI/CNRS-Université d'Auvergne. 65, BD F. Mitterrand. 63000 Clermont-Ferrand. 14p.
- Dornbush R., 1974: «Tariffs and non-traded goods», Journal of International Economics, pp.177-185.
- Dorosh, P. et Valdès, V., 1990: Effects of exchange rate and trade policies on agriculture in Pakistan. Paper provided by International Food Policy Research Institute (IFPRI) in its series Research reports with number 84.
- Edwards, S., 1989: Real Exchange Rates, Devaluation and Adjustment: Exchange Rate Policy in Developing Countries, MIT Press, Londres.
- Edwards, S., 1989: Exchange Rate Misalignment in Developing Countries. The World Bank Research Observer, Vol. 4, No. 1 (Jan., 1989), pp. 3-21.
- Krugman, P.R., Obstfeld, M., 2001: Economie Internationale, Traduction de la 5 è édition américaine par Hannequart, A. et Leloup, F. édition De Boek, Collection Ouvertures Economiques, Séries Prémisses. 872p.
- Mundlak Y, Cavallo, D. et Domenech, R., 1990 : Effects of Macroeconomic Policies on Sectoral Prices. World Bank Economic Review, 4(1) : 55-79, 1990.
- Sadoulet, E. et De Janvry, A., 1995 : "Price Distortions : Indicators and Partial Equilibrium Analysis" in Quantitative Development Policy Analysis, John Hopkins University Press.
- Schiff, M. et Valdes, A., 1992 : The plundering of Agriculture in Developing countries. Washington, D.C, World Bank.
- Schiff, M. et Valdes, A., 1998 : Agriculture and Macroeconomy. World Bank. Elsevier Science. Handbook of Agricultural Economics. Ed. by B. GARDNER and G. RAUSSER. March 24, 1998 revisions.
- Valdès, A., 1986: "Impact of Trade and Macroeconomic Policies on Agricultural Growth: The South American Experience", in Economic and Social Progress in Latin America. Inter American Development Bank, Washington, D.C.
- White, H. et Wignaraja, G., 1992 : Exchange rates, trade liberalization, and aid: Sri Lankan experience. World development, 1992, vol. 20, issue 10, pages 1471-1480.